

Lettre n°23

Le Brexit : quand les illusions cèdent à la réalité.

« *Ceux qui croient que les peuples suivront leurs intérêts plutôt que leurs passions n'ont rien compris au XXème* » Raymond Aron.

Loin sont les années 1870 quand le Royaume-Uni dominait le monde, quand le PIB de l'Angleterre dépassait celui des Etats-Unis et la production manufacturière britannique représentait le quart de la production mondiale. Loin sont les retraits de la Palestine, de l'Inde, de Chypre quand le Royaume-Uni partait en semant les divisions. Rien de tel en 2020 avec l'Europe car le Royaume-Uni ne représente que 16% du PIB des 27 pays membres et n'a pu fissurer l'Union Européenne.

Au premier coup d'œil, l'accord signé sous les chandelles le 24 décembre, quatre ans et demi après le référendum de sortie, 47 ans après l'entrée dans l'Union, illustre pleinement le propos de Raymond Aron. La passion insulaire est à l'origine du résultat du scrutin et, dans la négociation de sortie, la passion politique l'a emporté sur l'intérêt économique, sur la théorie des avantages comparatifs prônée par le grand économiste anglais, **Ricardo** : la City, vitrine de l'Angleterre à l'international, 8% du PIB, a été ignorée par Johnson qui a préféré se focaliser sur la pêche et ses 0.1% du PIB et d'autres exemples sont présentés dans cette Lettre.

Le Général de Gaulle s'était opposé à l'entrée de la Grande Bretagne dans l'Union Européenne et sur ce point, comme sur d'autres, il avait raison. Georges Pompidou a levé le veto en 1973 mais très vite, Margaret Thatcher a agité le drapeau de sortie, exigé et obtenu des conditions spéciales et, ensuite, le pays a refusé d'être membre de la zone Euro et de signer les accords de Schengen.

De l'Europe, le Royaume-Uni ne recherchait rien d'autre que le marché unique, c'est-à-dire la libre circulation des biens et des services. De politique commune, d'intégration, de fédéralisme, les dirigeants anglais n'ont jamais voulu. Comme le disait, vers 1840, le Ministre des affaires étrangères anglais **Palmerston**, « *Les anglais n'ont ni alliés éternels, ni ennemis perpétuels mais seulement des intérêts* ».

Point de hasard si l'Europe a plus progressé dans la mutualisation en 2020 qu'auparavant. Jamais les anglais n'auraient accepté le plan de relance européen de €750 milliards, la mutualisation de la dette, « L'Europe des batteries », la réflexion sur une Europe de la défense, le projet de réglementation des GAFAM... autant d'avancées réalisées en 2020.

- ***L'Union Européenne préserve l'essentiel et renforce son intégration :***

La préservation de l'essentiel par l'Union Européenne :

L'Union Européenne est construite autour de quatre principes fondamentaux, la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services. Au terme de cette longue négociation de rupture avec le Royaume-Uni, détaillée dans un accord de plus de 1'200 pages, Bruxelles est parvenue à maintenir la libre circulation des biens, sans droits de douane, sans quotas et sans recherche d'un avantage concurrentiel par un biais fiscal ou social ou environnemental.

Quelques €700 milliards d'échanges annuels sont ainsi concernés et, la pêche n'est pas exclue. De voir 60% du poisson pêché par les européens dans les eaux britanniques est inacceptable aux yeux des nationalistes anglais mais ils ne peuvent ignorer le débouché européen pour 80% de cette pêche et les intérêts sont donc imbriqués. Jusqu'en 2026, les bateaux européens pourront continuer à pêcher dans les eaux britanniques et ensuite, ils abandonneront 25% de leurs droits de pêche aux anglais, soit €650 millions de chiffre d'affaires,

mais pourront bénéficier d'une réserve d'ajustement de €5 milliards constituée, dans l'intervalle, par Bruxelles pour aider les secteurs pénalisés par le Brexit.

La ligne interventionniste de Johnson est éloignée du néo-libéralisme de Thatcher :

De Boris Johnson, Barnier aura pu arracher un engagement à respecter le droit du travail et l'environnement. Point question d'envisager aux portes de l'Europe un « Singapour sur la Tamise », terme au demeurant ubuesque car à Singapour l'impôt sur les sociétés n'est guère inférieur au taux anglais, la régulation financière est plus contraignante, le parc immobilier est à 85% étatique, l'Etat contrôle plus d'un tiers de la capitalisation, notamment les banques et les télécommunications, ce qui ne correspond pas à la tradition anglaise.

Mais y avait-il un risque ? La Grande Bretagne, avec Churchill au début du XXème puis avec Beveridge au lendemain de la seconde guerre, est l'un des pays inventeurs de l'Etat Providence et elle ne va donc pas renier sa culture. Autant Thatcher, avec Ronald Reagan, était à l'origine du « néo-libéralisme », autant Johnson, membre comme elle du parti conservateur, brocarde sur une ligne plus interventionniste et, depuis le début de la crise, a annoncé £670 milliards de dépenses ou de garanties.

Elu avec le soutien des classes moyennes, fort de la récupération de l'électorat ouvrier, Johnson, en populiste avéré, a promis une revalorisation du salaire minimum, a amorcé une augmentation des dépenses de santé, s'est engagé sur la revitalisation des vieilles régions industrielles du Nord de l'Angleterre, a multiplié les annonces sur les projets d'investissement public dans les infrastructures et entend s'afficher en pointe dans la lutte pour la préservation de l'environnement et le développement des énergies renouvelables avec l'encouragement du nucléaire, de l'éolien et l'interdiction des voitures thermiques dès 2030. Rien qui ne laisse présager un désengagement de l'Etat. Rien qui ne distingue fondamentalement le Royaume-Uni des autres pays européens. On pourrait ajouter les interventions de la Banque d'Angleterre qui détient déjà 35% de la dette souveraine anglaise.

Les garanties :

On connaît la mise en garde de **Churchill**, « *Les anglais ne fixent jamais une limite sans l'estomper* ». Il y a bien l'idée avancée il y a quelques années par Philip Hammond, l'ancien Ministre des finances, d'ouvrir des ports francs mais cela restera marginal et les britanniques doivent se doter d'une autorité indépendante dans le contrôle des subventions publiques. Pour trancher les différends, un tribunal arbitral est prévu et des mesures de rétorsion pourront compenser d'éventuelles subventions britanniques ou une quelconque forme de dumping. Etonnantes peuvent apparaître de telles procédures car l'Union Européenne n'offre pas l'image d'une harmonie fiscale mais le Royaume Uni n'a pu faire prévaloir sa singularité.

- **Le Royaume-Uni ne peut masquer un affaiblissement :**

Le rapport de force était déséquilibré :

66 millions, divisés, face à un bloc uni de 450 millions, il n'y avait rien à faire. Longtemps, « la perfide Albion » a cru pouvoir susciter des dissensions entre les Etats de l'Union, mais en vain. Par-delà l'habileté indéniable de Barnier pour nouer un consensus, certains Etats, comme les Pays-Bas ou l'Allemagne, appréhendaient une concurrence économique déloyale. D'autres gouvernements, aux prises avec une opposition politique Europhobe, voulaient afficher une image d'intransigeance sur les conditions du Brexit afin de montrer les coûts d'une sortie.

L'intégration économique était forte et ne laissait place à aucune alternative :

La Grande Bretagne est une nation commerciale, très ouverte sur l'extérieur et 47% de ses exportations sont à destination de l'Union. La libre circulation des biens est préservée mais va être entravée par des formalités administratives, des barrières non tarifaires qui dissuaderont les investisseurs étrangers d'installer des usines au Royaume-Uni pour viser le marché européen. L'Espagne est une excellente alternative pour les usines automobiles, la France et l'Allemagne le sont tout autant dans l'aéronautique. Le recul des investissements étrangers en Grande Bretagne, enregistré depuis 2016, va se poursuivre et cela sera préjudiciable à l'emploi. Ce n'est pas un hasard si Jim Radcliffe, milliardaire britannique, fervent « brexiter » s'est d'abord délocalisé à Monaco et, aujourd'hui préfère l'Est de la France à l'Angleterre pour l'implantation d'une usine automobile.

Le moment de la négociation n'était pas favorable à Boris Johnson :

Nul pays européen n'est plus affecté par la crise de la Covid. Mal gérée par le Premier Ministre, elle a dégénéré et, en 2020, c'est au Royaume-Uni qu'est observée la plus forte récession, une baisse du PIB de 11 à 12%, et enregistré le plus grave déficit budgétaire, plus de 15% du PIB. Un pourcentage sans comparaison en Europe puisque l'Espagne, plus mauvais exemple, affiche un déficit de 11% !

La faiblesse est perçue par les agences de notation (Moody's notamment) qui, tôt, ont abaissé la note du pays et par les marchés qui n'offrent pas le bénéfice de taux nuls ou négatifs pour la dette à long terme. Quand l'Allemagne, les Pays-Bas, la France peuvent s'endetter à 10 ans entre -0.55% et -0.33%, quand l'Espagne et le Portugal, sur la même échéance s'endettent à 0%, le Royaume-Uni doit payer 0.24%. Certes, ce n'est rien au regard des intérêts versés il y a encore un an, mais c'est un surcoût.

Les reculs pour le Royaume-Uni sont manifestes et dommageables :

Cela est criant pour la City et les services financiers, 8% du PIB britannique, sa vitrine à l'international, négligée par Johnson qui a préféré une joute politique sur la pêche, pourtant modeste contributrice à la prospérité du pays avec ses 12'000 salariés et moins de 0.1% du PIB. 40% des services financiers sont à destination de l'Europe mais, au terme d'une période de 18 mois, le Royaume-Uni perdra le bénéfice du passeport européen et les chambres de compensation londoniennes ne pourront plus traiter en Euros. L'accord est aussi regrettable pour les universités et les centres de recherche britanniques privés des mannes européennes, pour les étudiants désormais écartés des programmes d'échange Erasmus, pour les agriculteurs qui ne pourront plus compter sur les aides de la PAC, politique agricole commune, pour les retraités désireux d'implantation en Espagne, au Portugal ou en France.

La préservation de l'unité du Royaume est loin d'être assurée :

L'Ecosse de Nicola Sturgeon guette le moment opportun pour un nouveau référendum d'indépendance et l'Irlande pourrait aspirer à une réunification.

Conclusion : « Le lion britannique, jadis si féroce et si vaillant, si intrépide et si indomptable durant toutes les épreuves de l'Armageddon, peut à présent être chassé par les lapins des champs et des forêts de sa gloire d'antan » Churchill en 1937.

Les négociations de la dernière heure ont été préjudiciables au Royaume-Uni :

Pressé par des milieux d'affaires britanniques inquiets, bousculé par les députés de son parti, déstabilisé par l'élection de l'irlandais de souche, Jo Biden, Boris Johnson a dû admettre qu'une absence d'accord eut été une catastrophe pour l'économie britannique. Mal engagées, longtemps négligées, les négociations de la dernière heure ne pouvaient qu'aboutir à un accord défavorable au Royaume Uni. Les Europhiles conscients de la profondeur de la récession anglaise, au fait des risques d'un éclatement du Royaume dans l'hypothèse d'une absence d'accord, témoins de la gravité de l'épidémie dans le pays, ont pu imposer leurs points de vue. Seule consolation pour les « Brexiters », une absence d'accord eut été bien plus coûteuse.

L'asymétrie dans les rapports de force a été manifeste :

A l'instar de l'Amérique de Trump qui a pu imposer au Canada et au Mexique une renégociation de l'accord NAFTA de libre-échange, la Commission Européenne a pu fixer des lignes rouges aux prétentions anglaises. Après tout, seules 8% des exportations européennes sont à destination du Royaume-Uni quand 47% des exportations britanniques aboutissent en Europe. Dans les deux cas, l'asymétrie était trop grande pour envisager un accord équitable. Dans un monde de plus en plus défini par des rapports de force, quelle est la force, quel est l'attrait d'une économie anglaise avec un PIB de \$2'800 milliards en 2018 (selon les chiffres du Fonds monétaire international) par rapport aux \$20'500 milliards des Etats-Unis, aux \$15'900 milliards des 27 membres de l'Union Européenne et aux \$13'400 milliards de la Chine ?

Les illusions déçues des partisans du Brexit :

Les « Brexiters », tout à leurs illusions de grandeur, d'indépendance, d'alternatives, d'un arrêt de l'immigration, ont été, hier, en 2016, abusés par les chiffres erronés de Monsieur Farage sur le coût d'une

appartenance à l'Europe, récemment, dérouterés par l'opportunisme politique de Johnson et, aujourd'hui, ils sont peu à peu dégrisés par les dures réalités : la relation privilégiée avec les Etats-Unis, £250 milliards d'échanges, soit 15% du commerce britannique, est une chimère car la Grande Bretagne n'est plus le cheval de Troie dans l'Union Européenne, l'ambition affichée avec les pays du Commonwealth est limitée car ils ne représentent que 13% des échanges, l'accord commercial avec le Japon est minuscule, £30 milliards d'échanges, au regard des €700 milliards d'échanges avec l'Union Européenne, la possibilité d'un accord avec la Russie est battue en brèche par la mauvaise relation politique, le rêve d'un accord avec la Chine est temporairement brisé par les tensions politiques sur Hong Kong, les prises de position contre Huawei et contre la maltraitance des Ouïghours, l'aspiration à une insularité protégée de l'immigration ne trouve pas de traduction car si les Polonais et autres Européens sont moins nombreux à franchir les frontières, les immigrés du reste du monde, souvent plus difficiles à intégrer, sont plus nombreux.

Une nouvelle déconvenue pour les populistes :

Les populistes militent pour un retour des frontières, exaltent l'idée de nation mais cela présente un coût économique et nul ne peut faire abstraction de l'interdépendance. Entre les deux expériences populistes des pays anglo-saxons, à l'origine du néolibéralisme et de ses excès quant aux inégalités et au déclassement des classes moyennes, l'une aura été une parenthèse, l'autre, une rupture. Trump ne sera bientôt plus qu'un souvenir, le Brexit restera un cauchemar. On se demande comment Johnson, Premier Ministre depuis juillet 2019, a pu imaginer un accord de sortie préservant les avantages d'un Etat membre et le libérant des obligations. Il croyait enrichir les anglais, il les appauvrit sans offrir une vision claire du chemin qu'il va emprunter et la £ va se déprécier, donc renchérir les importations, notamment les 50% de produits alimentaires achetés à l'étranger.

L'Europe est gagnante :

Avec le Royaume-Uni, l'accord protège d'une éventuelle concurrence déloyale et sans le Royaume-Uni, l'Union Européenne a commencé, enfin, comme nous l'avons souligné dans notre Lettre 22 « La Nouvelle dynamique européenne » de progresser sur le chemin de l'intégration. Les anglais à Bruxelles étaient parvenus à insuffler un esprit libéral mais voulaient limiter l'ambition de l'Union à une Europe marchande, une zone de libre-échange. Les anglais hors de Bruxelles, l'approfondissement de l'Europe peut être poursuivi.

Genève, le 30 décembre 2020


Bruno Desgardins
CIO